



Gouvernement du Québec  
Ministère du  
Conseil exécutif

A11E8  
E88  
1997/98  
1  
QL  
P. gouv.

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1997 - 1998

---

*Programme 01*

*Bureau du Lieutenant-gouverneur*

*Programme 02*

*Services de soutien auprès du premier  
ministre et du Conseil exécutif*

*Éléments 01 - 02 - 03 - 04*

4 JUIN 1997

---

# CAHIER EXPLICATIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1997 - 1998

---

*Programme 01*

*Bureau du Lieutenant-gouverneur*

*Programme 02*

*Services de soutien auprès du premier  
ministre et du Conseil exécutif*

*Éléments 01 - 02 - 03 - 04*

---

# CAHIER EXPLICATIF

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1997 - 1998

---

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Sommaire par programme et supercatégorie .....</i>	<i>1</i>
<i>Sommaire par programme et élément de programme .....</i>	<i>2</i>
<i>Programme 01      Bureau du Lieutenant-gouverneur .....</i>	<i>3</i>
<i>Programme 02-01    Cabinet du premier ministre.....</i>	<i>6</i>
<i>Programme 02-02    Secrétariat général et Greffe                          du Conseil exécutif.....</i>	<i>9</i>
<i>Programme 02-03    Gestion interne et soutien                          administratif.....</i>	<i>14</i>
<i>Programme 02-04    Indemnités de l'Exécutif.....</i>	<i>18</i>

# Ministère du Conseil exécutif

## Sommaire par programme et supercatégorie 1997-1998

Supercatégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Écart	
			\$	%
<b>Programme 1 - Bureau du Lieutenant-gouverneur</b>				
Rémunération	214,8	297,4	(82,6)	(27,8)
Fonctionnement	159,8	439,4	(279,6)	(63,6)
Transfert	4,0	4,0		
<b>Total du programme 1</b>	<b>378,6</b>	<b>740,8</b>	<b>(362,2)</b>	<b>(48,9)</b>
<b>Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>				
Rémunération	15 462,1	16 476,1	(1 014,0)	(6,2)
Fonctionnement	9 643,7	13 782,1	(4 138,4)	(30,0)
Capital	173,5	173,5		
Transfert	1 019,6	769,6	250,0	32,5
Prêts, placements et avances	6,5	6,5		
<b>Total du programme 2</b>	<b>26 305,4</b>	<b>31 207,8</b>	<b>(4 902,4)</b>	<b>(15,7)</b>
<b>Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes</b>				
Rémunération	4 875,4	5 193,1	(317,7)	(6,1)
Fonctionnement	2 435,5	2 773,3	(337,8)	(12,2)
Capital	29,2	39,2	(10,0)	(25,5)
Transfert	1 759,9	1 959,9	(200,0)	(10,2)
Prêts, placements et avances	100,0	100,0		
<b>Total du programme 3</b>	<b>9 200,0</b>	<b>10 065,5</b>	<b>(865,5)</b>	<b>(8,6)</b>
<b>TOTAL DU MINISTÈRE</b>				
Rémunération	20 552,3	21 966,6	(1 414,3)	(6,4)
Fonctionnement	12 239,0	16 994,8	(4 755,8)	(28,0)
Capital	202,7	212,7	(10,0)	(4,7)
Transfert	2 783,5	2 733,5	50,0	1,8
Prêts, placements et avances	106,5	106,5		
<b>TOTAL DU MINISTÈRE</b>	<b>35 884,0</b>	<b>42 014,1</b>	<b>(6 130,1)</b>	<b>(14,6)</b>

# Ministère du Conseil exécutif

## Sommaire par programme et élément de programme 1997-1998

Pr. él.	Élément budgétaire	Crédits	Crédits	Effectifs	Effectifs
		1997-1998	1996-1997	1997-1998	1996-1997
Pr. 01	Bureau du Lieutenant-gouverneur	378,6	740,8		
02-01	Cabinet du premier ministre	4 162,9	4 844,6		
02-02	Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif	11 294,4	15 264,3	141	143
02-03	Gestion interne et soutien administratif	9 781,4	10 032,2	73	71
02-04	Indemnités de l'Exécutif	1 066,7	1 066,7		
Pr. 02	Total du programme Service de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	26 305,4	31 207,8	214	214
03-01	Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	98,0	128,0		
03-02	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 717,6	4 953,1	65	61
03-03	Représentation du Québec au Canada	2 519,5	2 809,5	29	36
03-04	Coopération et francophonie	1 864,9	2 174,9		
Pr. 03	Total du programme Affaires intergouvernementales canadiennes	9 200,0	10 065,5	94	97
	Total du ministère	35 884,0	42 014,1	308	311

Identification	Titre
Programme	Bureau du Lieutenant-gouverneur
Élément	Bureau du Lieutenant-gouverneur
Responsable	L'Honorable Lise Thibault

MANDAT

Le Lieutenant-gouverneur est nommé par le Gouverneur général en conseil. La Loi sur l'exécutif (L.R.Q. c. E-18) définit les pouvoirs qui sont exercés par lui dans les matières qui sont de la compétence de la Législature du Québec.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME : 01 - Bureau du Lieutenant-gouverneur

ÉLÉMENT : 01 - Bureau du Lieutenant-gouverneur

RESPONSABLE : L'Honorable Lise Thibault

Supercatégorie et catégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération	214,8	297,4	(82,6)	(27,8)
2 - Fonctionnement	159,8	439,4	(279,6)	(63,6)
3 - Capital				
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support	4,0	4,0		
- Capital				
- Intérêt				
5 - Prêts, placements et avances				
TOTAL	378,6	740,8	(362,2)	(48,9)
Effectif régulier autorisé	-	-	-	-
Effectif total autorisé	-	-	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			#	%
Rémunération	214,8	297,4	(82,6)	(27,8)
Fonctionnement	159,8	439,4	(279,6)	(63,6)
Capital	-	-	-	-
Transfert	4,0	4,0		
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
Total	378,6	740,8	(362,2)	(48,9)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération

- Économie découlant de la décision de ne plus fournir de résidence  
au Lieutenant-gouverneur (71,3)
- Réduction du coût de la main-d'oeuvre (11,3)
- Total (82,6)

Fonctionnement

- Économie découlant de la décision de ne plus fournir de résidence  
au Lieutenant-gouverneur (279,6)



Identification	Titre
Programme	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	Cabinet du premier ministre
Responsable	Monsieur Hubert Thibault

MANDAT

Sous la direction du directeur de cabinet, le cabinet du premier ministre conseille le premier ministre sur toute question que ce dernier juge à propos de lui soumettre. Il veille au suivi des différents dossiers qui sont soumis au Conseil des ministres et à tout comité présidé par le premier ministre. Une collaboration étroite s'exerce avec les autorités du ministère du Conseil exécutif et principalement avec le Secrétaire général et Greffier du Conseil exécutif.

## SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME : 02 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

ÉLÉMENT : 01 - Cabinet du premier ministre

RESPONSABLE : Monsieur Hubert Thibault

Supercatégorie et catégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Rémunération</b>	3 157,0	3 838,7	(681,7)	(17,7)
<b>2 - Fonctionnement</b>	561,4	561,4		
<b>3 - Capital</b>				
<b>4 - Transfert</b>				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support	444,5	444,5		
- Capital				
- Intérêt				
<b>5 - Prêts, placements et avances</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>4 162,9</b>	<b>4 844,6</b>	<b>(681,7)</b>	<b>(14,1)</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	-	-	-	-
<b>Effectif total autorisé</b>	-	-	-	-

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			#	%
Rémunération	3 157,0	3 838,7	(681,7)	(17,7)
Fonctionnement	551,8	551,8		
Capital				
Transfert	444,5	444,5		
Prêts, placements et avances				
Total	4 153,3	4 835,0	(681,7)	(14,1)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération

• Récurrence des mesures de compressions du Discours sur le budget 1996-1997	(400,0)
• Effort budgétaire 1997-1998	(150,0)
• Réduction des coûts de la main-d’oeuvre	(131,7)
Total	(681,7)

Identification	Titre
Programme	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif
Responsable	Monsieur Michel Carpentier

## MANDAT

**Le Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif** assure le fonctionnement du Conseil des ministres et de ses comités ainsi que la liaison entre le Conseil des ministres, les comités, les ministères et les organismes. Il assure la gestion des projets de décrets devant être adoptés par le Conseil des ministres. De plus, il assiste le premier ministre et le Conseil exécutif dans le développement de l'organisation gouvernementale.

Sont rattachées au Secrétariat général les unités administratives nécessaires au fonctionnement du ministère et du Conseil des ministres.

**Le Secrétariat du Comité des priorités** fournit le soutien au Comité des priorités en lui proposant un plan de travail et en lui fournissant des informations, des analyses et des propositions lui permettant d'étudier adéquatement les questions qui lui sont confiées. De plus, il aide le Comité à diversifier ses sources conseils, développe des indicateurs de développement économique et social permettant de comparer le Québec avec d'autres sociétés développées et de mesurer les impacts de l'action gouvernementale. Enfin, il soutient les ministères dans l'élaboration de leur plan stratégique en les informant des décisions et des consensus intervenus au Comité des priorités quant à la nature de l'intervention de l'État, l'importance des ressources à affecter à ces interventions et les orientations privilégiées.

**Le Secrétariat des comités de coordination** assure, auprès de chacun des Présidents des quatre comités ministériels permanents de coordination, soit :

- . le Comité ministériel des affaires régionales et territoriales;
- . le Comité ministériel de l'éducation et de la culture;
- . le Comité ministériel de l'emploi et du développement économique;
- . le Comité ministériel du développement social,

le soutien administratif en préparant une synthèse des mémoires, des analyses et une intégration des avis produits par diverses instances (Conseil du Trésor, ministère des Finances, ministères et secrétariats concernés). Il doit établir le degré de conformité de ces propositions de politiques ou mesures ministérielles avec les plans stratégiques approuvés par le Comité des priorités et évaluer la cohérence interministérielle et intersectorielle des actions proposées dans les mémoires portés à son attention. De plus, il a pour tâche de faciliter, au besoin et à la demande du Président du Comité ministériel de coordination concerné, la conciliation entre les ministères parties prenantes.

**Le Secrétariat à la législation** assure la préparation et la tenue des réunions du Comité de législation et rédige les comptes rendus des travaux qui seront, au besoin, transmis au Conseil des ministres. À cet effet, il procède à l'analyse des mémoires ou projets de loi qui lui sont soumis et, une fois les décisions prises par le Conseil des ministres, assure la cohérence législative et juridique des projets de loi qui en découlent.

**Le Secrétariat aux emplois supérieurs** est chargé d'apporter son soutien au Premier ministre et aux ministres responsables pour le choix des candidats nommés par le gouvernement, tels les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et adjoints, dirigeants et membres d'organismes. Cette responsabilité couvre également la gestion de la carrière des administrateurs d'État au sens de la Loi sur la fonction publique, leur développement et la détermination de leur rémunération et autres conditions de travail, de même que celles des présidents, vice-présidents, secrétaires et membres d'organismes.

**La Direction de la réforme administrative** a pour mandat de conseiller le Secrétaire général sur l'implantation de divers éléments de réforme dans le but d'augmenter l'efficacité et l'efficience de l'administration publique québécoise.

Identification	Titre
Programme	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif
Responsable	Monsieur Michel Carpentier

## MANDAT

**Le Secrétariat de l'Ordre national** a pour fonction d'assurer les travaux permettant de faire les nominations à l'Ordre national du Québec, tel que prévu dans la Loi sur l'Ordre national du Québec.

**Le Secrétaire général associé aux projets économiques** fournit aux autorités du ministère son expertise sur les projets économiques à l'étude et ceux en cours de réalisation au gouvernement et dans les principales sociétés d'État. Il collabore, au besoin, avec les autorités concernées pour accélérer la mise en oeuvre de ces projets.

**Le Secrétariat à la déréglementation** a notamment pour mandat de s'assurer de l'application de la politique sur l'activité réglementaire, qui consiste pour l'essentiel à resserrer le processus d'élaboration de la réglementation gouvernementale, de demander aux ministères et organismes de préparer leurs plans triennaux de révision réglementaire conformément à la politique en vigueur, d'en analyser le contenu, de faire rapport au Conseil des ministres et d'en assurer le suivi. Il a, de plus, la responsabilité d'examiner les projets de loi et de règlement à la lumière des dispositions de la politique réglementaire, ainsi que de recommander des mesures de simplification administrative dans l'application des lois et des règlements touchant les entreprises et les individus et de favoriser leur mise en oeuvre par les ministères et organismes.

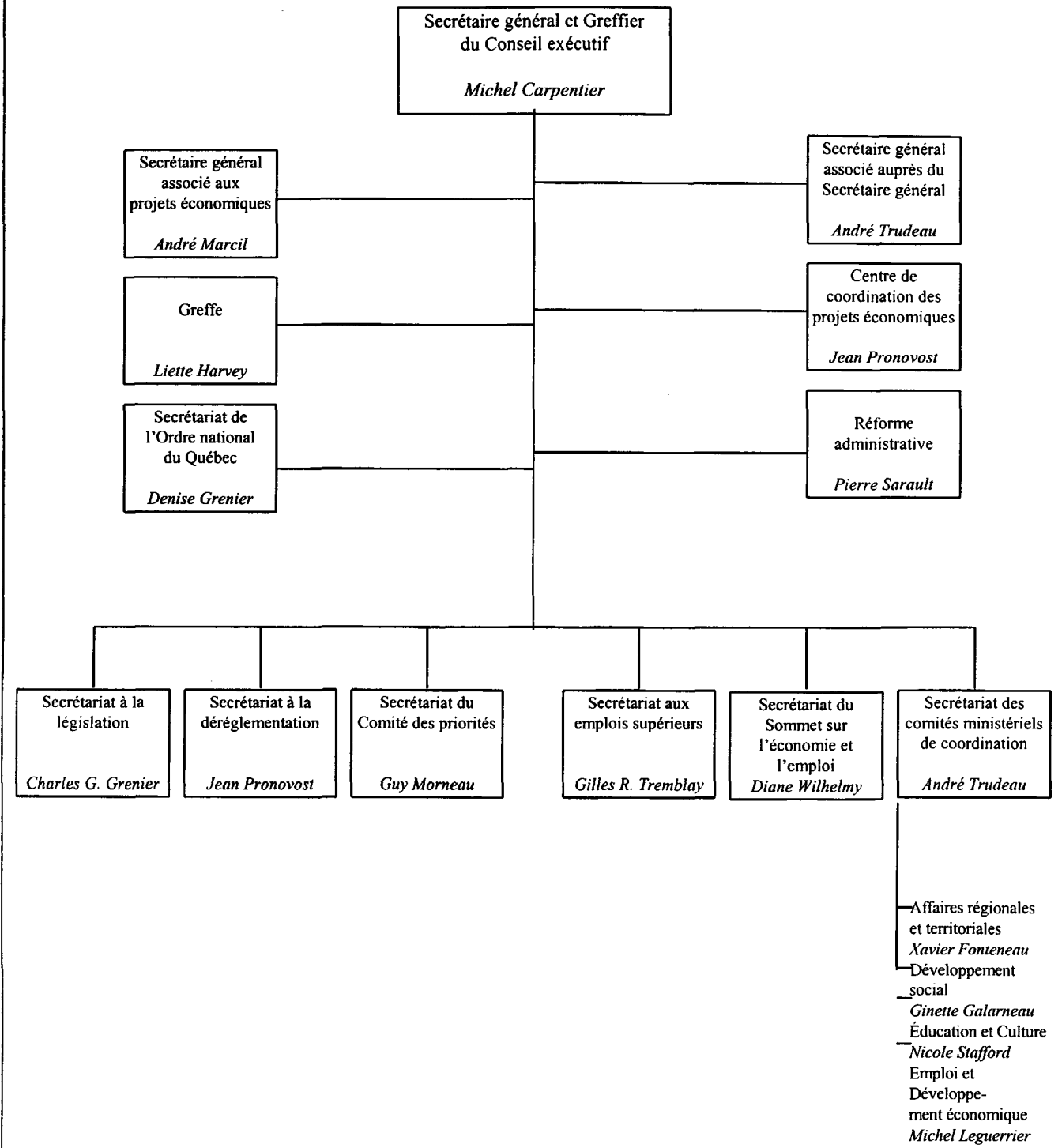
**Le Secrétariat interministériel de coordination**, pour la reconstruction et la relance économique des régions sinistrées suite aux pluies diluviennes des 19 et 20 juillet 1996, a pour mandat d'assurer au Comité ministériel de coordination le soutien administratif et financier requis pour la réalisation de son mandat. Ce comité, institué à la suite des événements, doit notamment coordonner l'action gouvernementale pour la reconstruction et la relance économique des régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de Charlevoix, de la Côte-Nord, de la Basse-Côte-Nord et de la Haute-Mauricie. Compte tenu de l'ampleur des dommages de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, a également été constitué le Bureau de reconstruction et de relance de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean dont l'action est de coordonner les différentes interventions de reconstruction et de relance du gouvernement dans cette région. Le Comité ministériel est aussi responsable du Fonds d'assistance financière pour les régions sinistrées.

**Le Secrétariat du Sommet sur l'économie et l'emploi** a pour mandat d'apporter le soutien, en termes de contenu, de liaison et de logistique, au mécanisme de suivi présidé par le premier ministre, de voir à la réalisation des projets de création d'emplois issus du Sommet dans le secteur de l'économie sociale en coordonnant les actions des ministères et organismes et en coordonnant les liaisons avec les organisations externes chargées de la promotion de l'économie sociale. Il apporte également le soutien nécessaire au comité aviseur mis en place dans le cadre de la création du fonds de 250 M\$ de lutte à la pauvreté par l'intégration au travail. De plus, il assure, en liaison avec les ministères et les comités ministériels, le suivi des politiques et actions gouvernementales découlant du Sommet, autres que les réformes des services publics.

**Le Centre de coordination des projets économiques** a notamment pour mandat d'assurer le suivi et voir à la réalisation des projets de création d'emplois issus du Sommet dans les secteurs autres que celui de l'économie sociale et d'aiguiller, le cas échéant, les projets de développement économique qu'il ne doit pas coordonner directement lui-même vers les ministères et services concernés et en assurer le suivi. Il doit soutenir les stratégies proactives proposées par les ministères dans le but de solliciter des investissements ou de promouvoir des projets, privés ou en partenariat, dans des secteurs où leur concrétisation aurait des effets structurants sur l'activité économique et suivre l'évolution des projets.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs 1997-1998

Hors cadres	33
Cadres supérieurs	20
Cadres intermédiaires	
Professionnels	34
Techniciens	17
Personnel de bureau	28
Ouvriers	
Effectif régulier autorisé	132
Effectif total autorisé	141

SOMMAIRE DES CRÉDITS

**PROGRAMME :** 02 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

**ÉLÉMENT :** 02 - Secrétariat général et Greffe du Conseil exécutif

**RESPONSABLE :** Monsieur Michel Carpentier

Supercatégorie et catégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération	7 060,9	7 225,7	(164,8)	(2,3)
2 - Fonctionnement	3 658,4	7 713,5	(4 055,1)	(52,6)
3 - Capital				
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support	575,1	325,1	250,0	76,9
- Capital				
- Intérêt				
5 - Prêts, placements et avances				
TOTAL	11 294,4	15 264,3	(3 969,9)	(26,0)
Effectif régulier autorisé	132	134	(2)	(1,5)
Effectif total autorisé	141	143	(2)	(1,4)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			#	%
Rémunération	7 060,9	7 225,7	(164,8)	(2,3)
Fonctionnement	3 658,4	7 713,5	(4 055,1)	(52,6)
Capital	-	-	-	-
Transfert	575,1	325,1	250,0	76,9
Prêts, placements et avances	-	-	-	-
Total	11 294,4	15 264,3	(3 969,9)	(26,0)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération

• Récurrence des mesures de compressions du Discours sur le budget 1996-1997	
- programme de départs volontaires de 1996	(503,9)
• Réduction des coûts de la main-d'oeuvre	(661,2)
• Crédits temporaires pour la mise sur pied de deux secrétariats à la suite du Sommet sur l'économie et l'emploi	950,0
• Divers transferts de postes et crédits	50,3
Total	(164,8)

Fonctionnement

• Récurrence des mesures de compressions du Discours sur le budget 1996-1997	(1 188,2)
• Effort budgétaire 1997-1998	(2 866,9)
Total	(4 055,1)

Transfert

• Crédits temporaires pour la mise sur pied de deux secrétariats à la suite du Sommet sur l'économie et l'emploi	250,0
--	-------



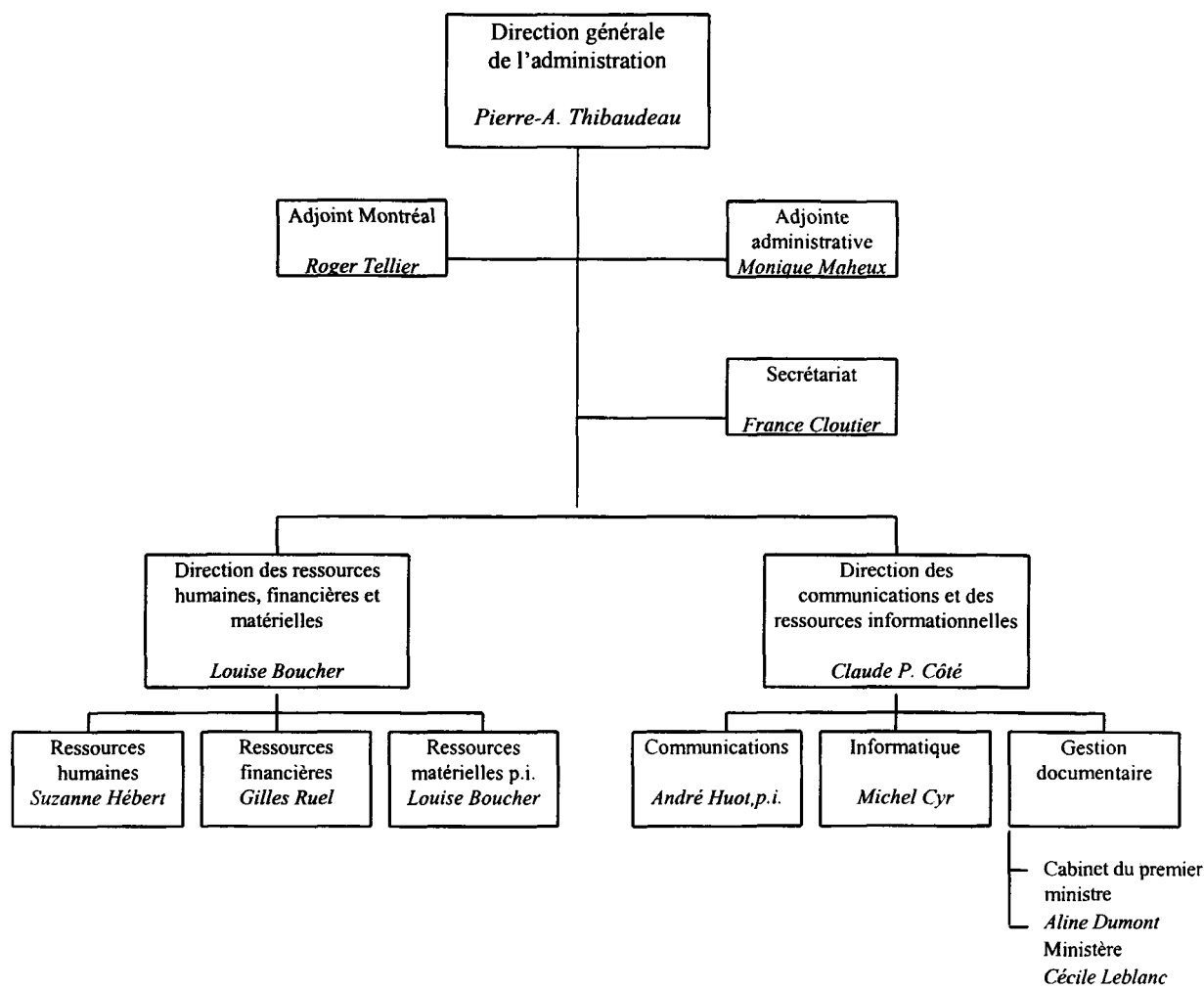
Identification	Titre
Programme	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	Gestion interne et soutien administratif
Responsable	Monsieur Pierre-A. Thibaudeau

**MANDAT**

La Direction générale de l'administration fournit l'expertise de gestion aux différentes entités administratives du ministère et à certains organismes qui y sont rattachés et les conseille sur les moyens les plus efficaces de satisfaire leurs besoins. Elle fournit à cette fin tous les services de soutien technique et opérationnel en s'assurant de la conformité des activités et du respect de la réglementation en vigueur. Elle doit aussi définir les politiques ministérielles de gestion et en coordonner l'application uniforme. De plus, elle agit à titre d'interlocutrice afin d'assurer la cohérence ministérielle auprès des organismes centraux.

ORGANISATION

. Organigramme



. Sommaire des effectifs 1997-1998

Hors cadres	
Cadres supérieurs	3
Cadres intermédiaires	2
Professionnels	12
Techniciens	18
Personnel de bureau	25
Ouvriers	1
Effectif régulier autorisé	61
Effectif total autorisé	73

## SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME : 02 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

ÉLÉMENT : 03 - Gestion interne et soutien administratif

RESPONSABLE : Monsieur Pierre-A. Thibaudeau

Supercatégorie et catégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
<b>1 - Rémunération</b>	4 177,5	4 345,0	(167,5)	(3,9)
<b>2 - Fonctionnement</b>	5 423,9	5 507,2	(83,3)	(1,5)
<b>3 - Capital</b>	173,5	173,5		
<b>4 - Transfert</b> - Rémunération - Fonctionnement - Support - Capital - Intérêt				
<b>5 - Prêts, placements et avances</b>	6,5	6,5		
<b>TOTAL</b>	<b>9 781,4</b>	<b>10 032,2</b>	<b>(250,8)</b>	<b>(2,5)</b>
<b>Effectif régulier autorisé</b>	61	59	2	3,4
<b>Effectif total autorisé</b>	73	71	2	2,8

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			#	%
Rémunération	4 177,5	4 345,0	(167,5)	(3,9)
Fonctionnement	5 423,9	5 507,2	(83,3)	(1,5)
Capital	173,5	173,5		
Transfert				
Prêts, placements et avances	6,5	6,5		
Total	9 781,4	10 032,2	(250,8)	(2,5)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération

• Récurrence des mesures de compressions du Discours sur le budget 1996-1997	
- Programme de départs volontaires de 1996	(174,3)
• Réduction des coûts de la main-d'oeuvre en 1997-1998	(154,3)
• Divers transferts de postes et crédits	161,1
Total	(167,5)

Fonctionnement

Réaménagements budgétaires et autres facteurs	(83 ,3)
---	---------

Identification	Titre
Programme	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif
Élément	Indemnités de l'Exécutif
Responsable	Monsieur Michel Carpentier

MANDAT

En plus de l'indemnité annuelle de base de député, le premier ministre reçoit une indemnité additionnelle de 105 % (66 642 \$) versée en vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. C-52-10).

Quant aux ministres, ils reçoivent, en plus de l'indemnité annuelle de base de député, une indemnité additionnelle de 75 % (47 602 \$) versée en vertu de cette même loi.

Les montants prévus pour les indemnités de l'exécutif sont budgétés au ministère du Conseil exécutif et déboursés par l'Assemblée nationale, évitant ainsi l'émission de deux chèques à chaque période de paie.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME : 02 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

ÉLÉMENT : 04 - Indemnités de l'Exécutif

RESPONSABLE : Monsieur Michel Carpentier

Supercatégorie et catégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération (1)	1 066,7	1 066,7		
2 - Fonctionnement				
3 - Capital				
4 - Transfert				
- Rémunération				
- Fonctionnement				
- Support				
- Capital				
- Intérêt				
5 - Prêts, placements et avances				
TOTAL	1 066,7	1 066,7	0,0	0,0
Effectif régulier autorisé	-	-	-	-
Effectif total autorisé	-	-	-	-

(1) L'adoption récente du projet de loi 104 "Loi sur la diminution des coûts de la main-d'œuvre dans le secteur public et donnant suite aux ententes intervenues à cette fin", sanctionné le 22 mars 1997, impose une réduction de 2,3 % du montant total des indemnités annuelles que reçoit un député ou un membre du Conseil exécutif du 1<sup>er</sup> avril 1997 au 30 juin 1997 et de 6 % du 1<sup>er</sup> juillet 1997 au 30 juin 1998. L'indemnité prévue aux crédits 1997-1998 sera donc réduite d'autant.